



7 février 2013

Le rapport de l'enquête de l'attentat de Bourgas publié par la Bulgarie témoigne clairement de l'implication du Hezbollah dans sa planification et son exécution. Le rapport pourrait accélérer le débat européen, encouragé par les Etats-Unis, sur l'inclusion du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes.



L'autobus incendié à l'aéroport de Bourgas (Porte-parole de Zaka, 19 juillet 2012)

Aperçu général

1. Le **5 février 2013**, sept mois après l'attentat terroriste de Bourgas, la Bulgarie a publié un rapport détaillant les conclusions de l'enquête de l'incident. Selon les autorités bulgares, **les conclusions du rapport indiquent clairement que "la branche militaire du Hezbollah"¹ a été impliquée dans la planification et l'exécution de l'attaque.** Le ministre bulgare de l'Intérieur, qui a présenté le rapport au Conseil de sécurité nationale de Bulgarie, a déclaré que **la Bulgarie était en possession d'informations détaillées sur le fonctionnement de l'infrastructure qui a planifié et exécuté l'attaque.** En outre, il a ajouté que la Bulgarie possédait des

¹ La terminologie utilisée par la Bulgarie est celle que les pays d'Europe utilisent pour distinguer la branche militaire du Hezbollah, qui commet des attaques terroristes, de sa branche politique, qui est un parti du Parlement libanais et un membre de l'administration libanaise. **Cette distinction ne repose sur rien puisque la branche armée et la branche politique sont entremêlées.** Des responsables du Hezbollah ont démenti l'existence d'une distinction entre la branche militaire et la branche politique.

informations fiables liant au moins deux des trois auteurs de l'attentat de Bourgas au Hezbollah (Agence de presse bulgare, Sofia, 6 février 2013.) **Le rapport ne mentionne pas l'Iran**, qui est derrière la campagne mondiale d'attentats terroristes contre Israël avec le Hezbollah.

2. Selon le rapport bulgare, **trois terroristes** ont commis l'attaque dans laquelle cinq Israéliens et le chauffeur de bus bulgare ont été tués. Un des terroristes a été tué dans l'attaque. **Les deux autres étaient détenteurs de véritables passeports australien et canadien.** Les autorités bulgares ont refusé de publier leurs noms et leur lieu de résidence actuel, mais elles ont fait appel au gouvernement australien afin de les aider à localiser l'un des suspects. Selon les Bulgares, les trois sont partis de **Beyrouth** (où ils ont vécu pendant une certaine période) pour **Varsovie** d'où ils se sont rendus en Bulgarie par train (New York Times, 6 février 2013). Selon les Bulgares, **l'origine des identités fictives et des faux permis de conduire trouvés sur les lieux remonte au Liban.** Selon les conclusions du rapport, **les terroristes prévoient de faire exploser le bus à cinq ou six kilomètres de l'aéroport en utilisant une charge commandée à distance.** Pourtant, pour une raison quelconque ("accident de travail"?), la charge a explosé sur le parking de l'aéroport et l'un des trois terroristes a été tué.

3. **Selon le chef de la police européenne (Europol), la conclusion bulgare selon laquelle le Hezbollah est impliqué dans l'attaque est solide et fondée sur des preuves.** Il a en outre déclaré que les conclusions de l'analyse criminelle faite sur le terrain, les renseignements et le *modus operandi* **témoignent de l'implication du Hezbollah dans l'attaque.** Il a noté, cependant, que l'enquête n'a pas mené à l'Iran ni à des organisations affiliées à Al-Qaïda (Agence de nouvelle Novinite, 6 février 2013).

Réactions au rapport

Etats-Unis

4. **John Kerry**, le secrétaire d'Etat américain, a publié un communiqué déclarant que les conclusions de l'enquête prouvent sans équivoque que la responsabilité de l'attaque incombe au Hezbollah. Selon lui, **les Etats-Unis œuvrent avec acharnement pour réduire les opérations du Hezbollah à travers le monde**, et sont "prêts à aider à traduire les responsables en justice". Il a ajouté qu'il faut faire comprendre au Hezbollah sans équivoque qu'il n'est plus en mesure de mener des

attaques en toute impunité. **John Kerry a exhorté la communauté internationale et en particulier les pays européens à prendre des mesures immédiates pour supprimer le Hezbollah** (Site Internet du Département d'Etat américain, 5 février 2013).

5. **John Brennan**, l'assistant du Président américain pour la sécurité intérieure et la lutte antiterroriste a félicité le gouvernement bulgare pour l'achèvement de l'enquête, "professionnelle et complète". Il a affirmé que l'enquête avait révélé "la nature terroriste du Hezbollah" et a ajouté que les Etats-Unis continueront à fournir l'assistance nécessaire à la Bulgarie pour poursuivre les planificateurs de l'attaque (Site Internet de la Maison Blanche, 5 février 2013).

Europe

6. S'exprimant au nom de Catherine Ashton, la ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne, une porte-parole a déclaré que **l'Union européenne examinait plusieurs scénarios concernant le Hezbollah**, y compris la possibilité d'inclure l'organisation sur sa liste des organisations terroristes ainsi que la prise des mesures d'ordre juridique, politique et diplomatique à son encontre (Site Internet de la Commission européenne, 5 février 2013).

7. **William Hague**, le ministre britannique des Affaires étrangères, a appelé le gouvernement libanais à coopérer pleinement avec l'enquête et a souligné que l'Union européenne devait réagir avec force à l'attaque (Site Internet du Foreign Office, 5 février 2013).

Hezbollah

8. Des responsables du Hezbollah ont clairement indiqué que **l'organisation n'était pas intéressée à répondre aux accusations bulgares** et ont précisé que la réponse serait donnée dans le discours de Hassan Nasrallah lors de la cérémonie anniversaire de la mort du cheikh Ragheb Kharb et d'Abbas Musawet. Le secrétaire général adjoint du Hezbollah a déclaré, sans se référer explicitement aux résultats de l'enquête, qu'**Israël mène une "campagne d'intimidation" contre le Hezbollah dans le monde après sa défaite militaire contre l'organisation**. Il a souligné que toutes ces charges n'ont aucune incidence sur l'organisation et ne le détourneront pas de ses priorités, notamment la "résistance à l'occupation" (Al-Nahar, 6 février 2013).

Liban

9. **Najib Miqati**, le Premier ministre libanais, a déclaré que le Liban est prêt à coopérer avec la Bulgarie afin de faire la lumière sur les circonstances qui ont mené à l'attaque. Le Président Michel Suleiman a déclaré qu'il avait été décidé de mettre fin à la discussion à ce sujet une fois que les documents pertinents seront parvenus au procureur général bulgare (Agence de presse libanaise, 5 février 2013).

10. Le **Secrétariat général des forces du 14 mars** (camp adverse du Hezbollah, dirigé par Saad Hariri), a étudié le rapport bulgare et la possibilité d'inclure le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne, ce qui pourrait nuire aux intérêts du Liban. Dans un communiqué, le secrétariat a souligné que **les Libanais ne sont pas prêts à être les otages du Hezbollah et à mettre leurs intérêts en conflit avec le monde** (Al-Nashra, 6 février 2013).

Annexe

L'inclusion du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes de l'UE

1. Malgré les nombreuses attaques commises en Europe par le Hezbollah, **l'Union Européenne s'est abstenue jusqu'ici d'inclure le Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes**, même si la Grande-Bretagne et la Hollande ont déclaré l'organisation interdite dans leur pays. Cet échec, mené par la France, est principalement dû à **des considérations politiques** basées sur :

a. La crainte des Européens que leur influence au Liban et leur relation avec Beyrouth puissent être affectées si le Hezbollah est désigné organisation terroriste.

b. Une autre explication, bien que non mentionnée en public, est, selon nous, la crainte européenne contre une atteinte à la FINUL et d'autres cibles occidentales au Liban (les Européens se souviennent de la campagne terroriste de l'Iran et du Hezbollah au Liban et en Europe dans les années quatre-vingt).

c. Un autre argument est qu'il n'est pas possible de définir le Hezbollah comme organisation terroriste, parce qu'en parallèle à sa "branche militaire", l'organisation possède également un parti politique représenté au sein du gouvernement libanais (parlement, gouvernement).

2. Face au rôle actif du Hezbollah dans le soutien militaire au régime d'Assad en Syrie et à la crainte que la crise syrienne ne touche le Liban, **le débat a repris ces derniers mois** au sein de l'Union Européenne sur l'inclusion du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes et les premiers signes d'une position internationale véhémement envers le Hezbollah ont été notés. **Cette position bénéficie des encouragements des Etats-Unis.**

3. Dans ce contexte, John Brennan, le conseiller du Président Obama pour la sécurité intérieure,² dans un discours prononcé à Dublin, **a appelé l'UE à inclure le Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes.** Brennan a fait remarquer que le Hezbollah se trouve en tête des défis sécuritaires communs aux États-Unis et à

² "Le chef en contreterrorisme de la Maison Blanche".

l'Europe, et a appelé les Européens à s'aligner sur la politique américaine sur cette question. Il a précisé que la Grande-Bretagne et les Pays-Bas avaient fait un pas dans cette direction, même si insuffisant, et il s'attend à ce que d'autres Etats membres de l'UE prennent une position analogue à l'égard du Hezbollah. Brennan a exhorté la communauté internationale à prendre conscience des "actions criminelles et terroristes du Hezbollah" et à s'efforcer de perturber ces actions. Il a ajouté qu'en évitant d'agir ainsi, les Européens compliquent la tâche des Etats-Unis de protéger leurs citoyens et, dans certains cas, empêchent également la poursuite de plusieurs suspects accusés de terrorisme (Washingtonpost.com, 26 octobre 2012)

4. Les résultats de l'enquête du ministère bulgare de l'Intérieur indiquant clairement l'implication du Hezbollah dans l'attentat pourraient permettre de renforcer la nécessité d'inclure le Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes et accélérer le débat européen sur le sujet. Dans ce contexte, la ministre chypriote des Affaires étrangères, présidente en exercice de l'UE, a immédiatement après l'attaque noté que **l'UE pourrait changer d'avis si des preuves concrètes lui étaient présentées sur l'implication du Hezbollah dans le terrorisme** (AFP, 24 juillet 2012).

5. Une analyse détaillée de la question de l'inclusion du Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes est disponible dans l'article du 13 décembre 2012 intitulé 'Portrait du Hezbollah comme organisation terroriste'.